48e ANNÉE. — N° 16.639

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux et à la Société Européenne à Paris

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
France et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10 »	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

LUNDI 21 JANVIER 1918
SAINTE AGNÈS
SOLEIL : lever 7 h. 35; couch. 4 h. 53
LUNE : pleine le 27; D. Q. le 4

AUX BORDS DE LA SEILLE

AMANCE ET CHAMPENOUX

(De notre Correspondant spécial accrédité auprès des Armées)

Aux Armées, 18 janvier. — J'ai passé une journée sur le plateau d'Amance et dans la forêt de Champenoux. Ces deux noms rappellent les plus tragiques heures du commencement de la guerre, cette longue et glorieuse bataille du Couronné de Nancy qui délivra la ville de Stanislas de la menace allemande, de l'invasion et de la destruction. De lourds nuages pèsent sur la vaste étendue. Derrière moi, les hauteurs du Grand-Couronné, à ma droite le mont Sainte-Geneviève, devant moi l'immense plaine où s'étale la forêt de Champenoux, et à ma gauche la rivière de la Seille. C'est d'ordinaire, ce cours d'eau, un maigre ruisseau de trois mètres de largeur; aujourd'hui, il prend des airs de fleuve et inonde ses rives.

La particularité de ce point du front est que la Seille, qui était avant la guerre la ligne frontière, sépare à cette heure très exactement les lignes françaises des lignes allemandes. Du plateau d'Amance, le panorama est splendide et impressionnant. On ne peut s'empêcher, en considérant ce magnifique pays lorrain, que là, à nos pieds, dans les labours et les champs, 20,000 cadavres Allemands sont restés entre Nancy et Champenoux. Je n'ai nulle envie de refaire un récit cent fois publié sur les premiers combats de Lorraine, mais un rappel des événements est nécessaire pour dépeindre exactement la situation actuelle. On a conservé à titre de fiche une inscription marquant le lieu où fut tué l'oberleutnant Hoffmann, quatre jours avant la déclaration de guerre. C'était à plusieurs kilomètres en terre française. Il n'y a pas de plus irréfutable preuve d'une agression préméditée et longuement préparée chez les Allemands. En revanche, les troupes françaises, jusqu'au dernier moment et par suite de l'une de ces aberrations politiques et sentimentales sur lesquelles l'Histoire a déjà porté un jugement sévère, étaient maintenues à huit ou dix kilomètres en arrière de la frontière. C'est dans ces conditions que s'engagea la lutte.

Des premières alternatives du combat, ne disons rien, en les supposant encore dans toutes les mémoires. L'offensive française sur Sarrebourg se heurtait, le 20 août à Morhange, à des forces allemandes qui avaient la supériorité du nombre. L'armée du général de Castelnau se retirait en bon ordre d'abord sur un front indiqué par la Meurthe, passant au sud de Lunéville et le canal de la Marne au Rhin et à la Seille, puis plus à l'ouest sur la vallée de la Mortagne pour occuper un front s'étendant vers le nord dans la même direction jusqu'à Champenoux.

Profitant de leurs avantages, les Allemands déployaient sur nos derrières les efforts de trois armées. La troisième de ces armées commençait l'assaut de Champenoux et des villages environnants, le 22 août, avec la coopération de l'armée de Metz qui essayait d'atteindre Amance. On a dit justement et joliment que lors de cette poussée de l'ennemi toutes les pièces de l'échiquier allemand se trouvaient rassemblées dans un coin et que nous avions sacrifié Lunéville, comme on sacrifie une tour pour sauver une reine. En l'espèce, la reine de la Lorraine était Nancy.

J'ai dit plus haut que, dans cette poursuite de leur offensive, les Allemands laissèrent des milliers de morts devant Nancy. Ils en laissaient presque autant autour de Lunéville. Maintenant commençaient les combats dont le Grand-Couronné fut le théâtre; Haraucourt, Dombasle, Rosières en virent de sanglants. L'assaut contre le plateau d'Amance fut le point culminant de cette bataille de quinze jours. La canonnade préliminaire dura une semaine. Le 8 septembre, le kaiser donnait l'ordre à ses cuirassiers blancs d'enlever la position. Les troupes allemandes, précédées de leurs musiques comme à la parade, sortirent des bois environnants et escaladèrent les pentes du plateau. L'artillerie française gardait le silence, l'infanterie laissait l'ennemi approcher jusqu'à 200 mètres. Si l'empereur téméraire était là, comme on l'a dit, il assista à un effroyable massacre. Nos fantassins se ruèrent à la baïonnette contre les assaillants, complètement surpris, et quand ceux-ci lâchèrent pied, les batteries de 75 firent dans leurs rangs un épouvantable carnage. A six reprises, l'assaut se renouvela stupidement sur l'ordre fou de Guillaume. Les masses de cadavres allemands étaient telles que l'ennemi, le soir du 9 septembre, demandait un armistice de quatre heures pour enterrer ses morts. La déloyauté des Allemands se manifesta encore en cette occasion, car on assure qu'ils profitèrent de cette trêve pour mettre en position, à la faveur d'un violent orage, des pièces d'artillerie qui bombardèrent ensuite Nancy.

Les troupes françaises, dès le jour suivant, prenaient l'offensive et chassaient l'ennemi de la forêt de Champenoux pour le rejeter au delà de la Seille. Le plateau d'Amance, dans les projets du commandement allemand, devait être aussi attaqué du côté de l'Est par l'armée de Metz; mais cette armée, pour le succès de l'opération, devait d'abord occuper le mont Sainte-Geneviève, qui domine Amance. L'ennemi ayant lancé quatre mille obus sur la position et n'ayant pas eu de réponse crut avoir anéanti la garnison française. Il fit alors avancer ses forces en colonnes compactes. A quatre cents mètres des tranchées, les fantassins allemands entendirent le cri : « Baïonnette au canon ! » Ils se rassemblèrent pour subir le choc, mais nos hommes, au lieu de fondre sur eux, laissèrent aux batteries de 75 le soin de faucher les rangs ennemis par une succession de salves à courte portée. Quand les lebels tirèrent, quatre mille Allemands amoncelaient leurs corps devant la position allemande.

L'ennemi se repliait sur le village d'Atton; l'attaque d'Amance par l'Est était impossible, et Nancy était sauvée. Voilà donc la contrée que je parcours. Le petit village d'Amance est encore debout malgré ses blessures béantes, et une trentaine d'enfants jouent dans les rues qui dévalent vers la plaine. Cette plaine même, où tant d'êtres sont tombés, n'a rien de belliqueux ou de sinistre. La neige fondue laisse apparaître les carrés de terre régulièrement cultivés, et les chemins seraient accueillants si l'on ne patageait jusqu'à mi-jambe. La marche dans la forêt de Champenoux est plus pénible encore. Par bonheur, l'industrie de nos soldats a créé, à travers les fourrés et par-dessus les ruisseaux, des voies de caillebotis. L'ennemi arrose quotidiennement ces bois dépouillés de projectiles divers. Tandis que nous foulons les lits profonds de feuilles mortes, quelques obus arrivent de minute en minute; leur sifflement sert à orienter leur direction. Les éclats de fonte dégringolent de branches en branches et font de petits trous dans les mares de boue. De la lisière de la forêt, on a la Seille devant soi tortueuse et jaunâtre. En face est la Lorraine occupée, le morceau de province volé à la France du droit du plus fort. Les événements qui se préparent diront si cette Lorraine enchaînée et cette Lorraine française doivent enfin cesser d'être étrangères.

En tout cas, nos troupes ne sont plus ici, comme en 1914, loin de l'attaque ennemie. Elles la confrontent étroitement, elles l'attendent, elles peuvent la recevoir avec un héroïsme qui n'a rien oublié et a beaucoup appris.

Emile THOMAS.

COMMUNIQUÉS :: OFFICIELS ::

FRONT FRANÇAIS

Du 19 Janvier (23 heures)

Rien à signaler en dehors d'une activité d'artillerie au nord du CHEMIN DES DAMES et sur la RIVE GAUCHE DE LA MEUSE.

Du 20 Janvier (14 heures)

Nous avons aisément repoussé deux coups de main ennemis, l'un dans la région au SUD-EST DE SAINT-QUENTIN, l'autre au nord de COURTECON.

Canonnade intermittente sur le reste du front.

FRONT BRITANNIQUE

Du 19 Janvier (21 heures 30)

Aucun événement important à signaler en dehors de quelques tentatives infructueuses et de coups de main effectués par l'ennemi la nuit dernière et ce matin sur nos tranchées vers NEUVECHAPELLE et au sud de LENS.

Du 20 Janvier (après-midi)

Nuit calme. Aucun événement important à signaler.

Les Anglais progressent EN PALESTINE

Londres, 19 janvier (officiel).

Dans le voisinage de Durah, à douze milles au nord de Jérusalem, le 18 janvier, nous avons avancé notre ligne sur un front de quatre milles et une profondeur maximum d'un mille. Nous avons fait quelques prisonniers.

Nos aviateurs, le 17 janvier, ont abattu un aéroplane et en ont forcé deux autres à atterrir désemparés. Ils ont jeté, le 18 janvier, quatre-vingts bombes sur la station du chemin de fer à l'ouest de Samarie et sur les campements avoisinants. Ils ont abattu un aéroplane.

La Guerre aérienne

Cinq Appareils boches abattus

Londres, 19 janvier (officiel). — *Quoique le ciel soit resté couvert pendant toute la journée d'hier et qu'il ait plu par intervalles, l'aviation a pu montrer quelque activité, notamment dans les fonctions d'opérations de réglage.*

Nos aviateurs ont jeté des bombes et tiré de faible hauteur un grand nombre de cartouches de mitrailleuses sur divers objectifs à terre, y compris un long convoi qui a subi de nombreuses pertes.

Trois appareils ennemis ont été abattus en combats aériens et un quatrième par nos feux d'artillerie. Un cinquième aéroplane allemand a été abattu désemparé par nos canons spéciaux. Un des nôtres n'est pas rentré.

Un Incident austro-boche

Bâle, 19 janvier — Un article du « Fremdenblatt », critiquant le comte de Bulow, a produit une vive sensation dans la presse allemande, dont de nombreux organes expriment avec aigreur leur surprise de cette audace autrichienne.

La « Gazette de la Croix » dit : « Il est évident qu'il y a là une immixtion déplacée austro-hongroise dans une affaire qui, nous semble-t-il, est purement allemande. Cela mérite une réfutation de forme comme de fond de tout l'article. Le fait est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'un organe en rapports avec le gouvernement austro-hongrois. »

La « Deutsche Zeitung » écrit :

« L'Allemagne, si elle veut défendre sa position, ne peut faire qu'une réponse à une attaque aussi insolite : c'est de montrer par un geste immédiat et approprié qu'elle ne laisse pas conseiller ou condamner ses diplomates par Vienne. Le gouvernement allemand n'a pour les gens qui se cachent derrière le « Fremdenblatt » qu'une réponse courte et claire : « A bas les mains ! » Peu importe à qui appartiennent ces mains insolentes ».

Les Chefs de l'Espionnage boche convoqués à Berlin

Berne, 20 janvier. — **Les chefs de la propagande et de l'espionnage allemands en Suisse ont été appelés à Berlin. Il s'agit d'une réorganisation en vue d'une intense propagande pacifiste en France, et plus spécialement en Italie.**

Deux Généraux allemands tués

Rome, 20 janvier. — Le général von Auer, commandant une division d'infanterie, et le général Liebeskind, commandant une division mixte, ont été tués au cours des récents combats sur le front italien.

Les Sujets grecs résidant dans les Pays alliés

Athènes, 18 janvier. — En vertu d'un décret-loi signé en conseil des ministres, tous les sujets hellènes se trouvant à l'étranger sont obligés, en cas de mobilisation, de s'enrôler dans les armées des pays alliés.

Ecole navale

Les étudiants en médecine dont les noms suivent ont été admis à l'école préparatoire temporaire de médecine navale de Bordeaux.

MM. Guermeur, Filliol, Gilbert Affre, Goudard, Aubry Menjaud, Lepaumier, Simon, Assali, Iches, Belot, Espieux, Michaud, Blanchez, Phignepal, Darusmont, Reginensi, Rossi.

Les jeunes gens devront être rendus à Bordeaux le vendredi 25 janvier 1918 au matin, et se présenter au médecin général directeur de l'école (cours Saint-Jean).

Collision de Trains EN ALLEMAGNE

148 Victimes

Amsterdam, 19 janvier. — Il y a eu 33 tués et 110 blessés dans une collision qui s'est produite mercredi dernier près de la gare de Bohmte, entre un train de soldats permissionnaires et un train de voyageurs.

A LA CONSTITUANTE RUSSE

La Lutte entre les Partis

L'Assemblée interromprait-elle déjà ses Travaux ?

Korniloff attend son Heure

Pétrograd, 19 janvier. — A la séance d'ouverture assistaient Lenine et tous les autres commissaires du peuple, à l'exception de Trotzky. On remarquait Mme Kolontaï, commissaire pour le bien public, simplement vêtue de noir; pas plus de trois ou quatre femmes se trouvaient parmi les membres de l'Assemblée. Sur les bancs maximalistes, de nombreux soldats représentant les armées du front. Des marins, baïonnette au canon, avaient été placés dans les couloirs, entre la tribune ministérielle et la galerie de la presse, ainsi qu'aux diverses issues. Sans aucune formalité préalable, un socialiste révolutionnaire de droite invita le doyen d'âge, également socialiste révolutionnaire de droite, à prendre la présidence.

Aussitôt, toute la gauche se leva, criant, sifflant, vociférant, pendant que le reste de l'Assemblée applaudissait à tout rompre. C'était un vacarme assourdissant, dans lequel faisait chorus le public des tribunes. Cela ne dura pas moins de cinq minutes, pendant lesquelles le doyen resta à la tribune présidentielle sans pouvoir se faire entendre, agitant vainement sa sonnette. Enfin monta à la tribune M. Sverdloff, président du comité central du Soviet, auquel la gauche fit immédiatement une longue ovation.

Le doyen regagna alors sa place, et Sverdloff adressa à l'Assemblée son allocution, suivie de la lecture de la résolution adoptée précédemment par le comité exécutif des Soviets, et dont chaque paragraphe fut accueilli par les applaudissements vigoureux de la gauche debout, pendant que les social-révolutionnaires demeuraient silencieux. Même la lecture de l'article sur la socialisation de la terre ne les fit pas se départir de leur attitude, malgré les invectives ironiques de la gauche. La fin de la Déclaration fut saluée de longs applaudissements de la gauche, du public et des membres du conseil des commissaires eux-mêmes. Ces manifestations permirent de voir bien nettement l'importance des deux fractions en présence.

Pétrograd, 19 janvier. — La motion tendant à la discussion immédiate des questions de la paix, du transfert des terres et du contrôle ouvrier a recueilli dans la Constituante une majorité de 273 voix contre 140, ce qui représente la balance des partis entre les socialistes révolutionnaires de droite, d'une part, les socialistes révolutionnaires de gauche et les bolcheviks, d'autre part.

On vote, contraire aux désirs des maximalistes, a été émis par les membres de la majorité, bien qu'ils fussent menacés par les baïonnettes des marins.

Les socialistes révolutionnaires de droite ont également adopté une motion tendant à l'envoi de délégués aux pays belligérants, en vue de préparer la paix générale.

La séance a été marquée par des scènes très vives. Un membre de l'Assemblée a menacé de son revolver M. Tseretelli. Il a été désarmé.

L'Assemblée serait-elle déjà dissoute ?

Pétrograd, 19 janvier. — Après l'intervention de toute une série d'orateurs d'opinions et de programmes divers, la fraction maximaliste a demandé, vers deux heures du matin, que des débats fussent ouverts sur la déclaration des droits de l'ouvrier, et, par-là même, sur la question du pouvoir.

Les socialistes révolutionnaires de droite ont combattu cette demande et proposé, de leur côté, à l'Assemblée de discuter d'abord les questions de la paix, du transfert des terres et du contrôle ouvrier.

Mise aux voix, la proposition des socialistes révoutionnaires de droite a été adoptée.

M. Raskolnikoff, au nom des maximalistes, a alors déclaré :

« Par ce vote, la Constituante vient de prouver qu'elle ne veut pas discuter la question du pouvoir, que les maximalistes considèrent comme primordiale. »

Et, en présence de cette attitude, toute la fraction a quitté l'Assemblée.

Les socialistes révolutionnaires de gauche ont proposé, à leur tour, qu'on ouvrit un débat sur la question de la paix, mais la majorité s'est prononcée contre cette proposition.

Les socialistes ont quitté, eux aussi, la salle des séances.

La situation est aujourd'hui très imprécise. On ne sait pas si la Constituante siégera encore cette après-midi. L'impression était, cette nuit, que, devant l'impossibilité de collaboration avec la Constituante, les **fractions maximalistes et socialistes révolutionnaires de gauche se réuniraient en convention avec les Congrès des Soviets des ouvriers, soldats et paysans, qui sont convoqués à Pétrograd.**

LES MAXIMALISTES SE RETIRENT

Londres, 19 janvier. — Un sans fil transmet l'information suivante :

« A tous les Comités navals centraux de la Baltique, d'Helsingfors, de Sébastopol, de Bakou, Kronstadt, Arkhangel, Vladivostock, Oslpov et Mourmane :

» L'ouverture de l'Assemblée constituante a eu lieu aujourd'hui. Les membres de l'Assemblée constituante appartenant à la fraction des bolcheviks et à l'aile gauche des socialistes révolutionnaires se sont retirés de la réunion.

» Des manifestations populaires se sont produites le jour de l'inauguration de l'Assemblée. Les soldats, ouvriers et marins n'ont pas pris part à ces manifestations. Un comité naval révolutionnaire a été institué à Pétrograd. L'ordre a été maintenu dans la ville grâce aux marins, aux soldats et aux gardes rouges.

» Signé : RIZHKOFF,

» Pour le chef du département politique. »

LES CHEMINOTS DEFENDENT LA CONSTITUANTE

Pétrograd, 19 janvier. — Le Congrès des cheminots siège depuis déjà plusieurs jours à Pétrograd. Il a voté hier soir, par 273 voix contre 261, une résolution proposée par les internationalistes et les social-démocrates unifiés, exigeant que le conseil des commissaires donne toute facilité à la Constituante pour travailler et qu'elle s'entende **avec la majorité pour la constitution d'un** nouveau gouvernement responsable devant la Constituante. Le Congrès salue la Constituante et lui promet son appui.

Après le vote, les maximalistes et les social-révolutionnaires de gauche ont quitté le Congrès en déclarant qu'ils ne peuvent pas continuer à participer aux travaux du Congrès, qui a pris la défense de la Constituante.

NOUVELLES MANIFESTATIONS SANGLANTES A PETROGRAD

Pétrograd, 19 janvier. — De nouvelles fusillades ont eu lieu hier après-midi, vers 3 h. 30, sur la perspective Liteiny, quand un nouveau cortège se forma. Les marins surtout firent feu. Parmi eux se trouvait l'équipage de l'« Etoile-Polaire », ancien yacht de l'impératrice-mère. Les mitrailleuses tiraient du haut des toits; les manifestants s'enfuirent ou se jetèrent sur le sol. Il y a eu plusieurs tués et blessés. Un soldat, pourtant, resta au milieu de la rue et cria aux gardes-rouges : « J'ai été trois ans au front; tuez-moi si vous voulez ! » Il fut tué sur-le-champ. Les gardes-rouges déchirèrent les cocardes des manifestants et brûlèrent leurs bannières. Parmi les manifestants se trouvaient de nombreuses femmes et jeunes filles, des soldats réformés, des officiers, des étudiants, des employés des banques et des administrations municipales et gouvernementales actuellement en grève.

100 VICTIMES AU COURS DES MANIFESTATIONS

Pétrograd, 19 janvier. — Le nombre des victimes, au cours de collisions qui se sont produites hier, entre les gardes rouges et les manifestants, s'élève à 15 tués et 94 blessés.

Les Pourparlers de Brest-Litovsk

VERSION ALLEMANDE

Zurich, 19 janvier. — On télégraphie de Berlin :

Les séances de la commission particulière chargée d'examiner les questions politiques et territoriales qui avaient été interrompues mardi soir ont été reprises vendredi matin. Au cours de la séance du matin, M. von Kuhlmann, qui a pris le premier la parole, a répété que les puissances centrales sont prêtes à accepter en principe que les habitants des territoires occupés, évacués ou réfugiés en raison de la guerre puissent rentrer dans leurs foyers avant la fin de la guerre et a proposé qu'une commission spéciale soit nommée pour assurer pratiquement ce rapatriement en masse.

M. von Kuhlmann a demandé que la Russie fournisse la preuve que, seuls les véritables habitants de ces territoires seront rapatriés.

M. Trotzky a accepté cette condition et a pris l'engagement de fournir la preuve désirée.

La commission a discuté ensuite la modalité d'un vote populaire sur la forme d'état à établir dans les territoires occupés et auxquels la Russie concède le droit de disposer d'eux-mêmes. Du côté allemand, on a souligné que le développement inférieur des peuples en question rend inacceptable le principe du referendum. On a soutenu qu'il vaudrait mieux que les assemblées législatives déjà existantes fussent renforcées par des élections basées sur le suffrage populaire, afin que ces assemblées puissent véritablement représenter les populations entières des pays en question.

M. Trotzky a déclaré que la délégation russe repoussait cette proposition et qu'elle s'en tenait à sa demande de referendum.

M. von Kuhlmann a combattu l'idée du referendum et a défendu la proposition allemande. Finalement, la discussion de cette question a été ajournée.

La commission a discuté ensuite la démarcation des frontières de Pologne, de Lithuanie et de Courlande; le général Hoffmann a présenté la carte des territoires de la mer Baltique jusqu'à Brest-Litovsk, puis a été abordée la discussion des négociations avec les Ukrainiens.

M. Trotzky a renouvelé les réserves qu'il avait déjà formulées antérieurement à l'adresse des délégués ukrainiens, déclarant qu'il faut d'abord qu'une entente soit réalisée entre les Russes et les Ukrainiens. En conséquence, les négociations concernant les Ukrainiens ont été ajournées. Il en a été de même de la discussion relative aux territoires occupés par les troupes autrichiennes.

M. von Kuhlmann a prié la délégation russe d'exposer l'état des rapports entre la Russie et le Caucase. M. Trotzky a répondu que l'armée russe du Caucase reconnaît complètement ses actes qui sont entièrement dévoués au conseil des commissaires du peuple. Il a ajouté que le Congrès général des délégués du front du Caucase qui a eu lieu il y a une quinzaine a reconnu formellement le gouvernement actuel.

M. von Kuhlmann a soulevé alors la question des îles Aland très importante pour l'Allemagne, qui, a-t-il dit, est consignataire de l'ancien traité concernant ces îles. Il a rappelé que ce traité confère à l'Allemagne certains droits industriels et a demandé que ces droits soient reconnus dans le traité de paix avec la Russie. Le ministre allemand a proposé que la Suède soit admise aux négociations en ce qui concerne la question. M. Trotzky a réservé sa réponse sur ce point.

Au cours de la séance de l'après-midi, M. Trotzky a fait connaître qu'il était forcé, pour des raisons de politique intérieure, de passer une semaine à Pétrograd, et a proposé en conséquence que les travaux de la commission particulière soient ajournés jusqu'au 29 janvier.

Les délégations des puissances centrales ont accepté cette proposition. M. von Kuhlmann a exprimé l'espoir qu'après le retour de M. Trotzky à la fin du mois, une entente complète puisse être réalisée.

Une Note significative

Bâle, 19 janvier. — A propos des négociations de Brest-Litovsk, l'officieuse « Gazette de l'Allemagne du Nord » écrit : « L'accord s'établit sur les futures relations politiques des puissances centrales et de l'Ukraine; les négociations avec la délégation de Pétersbourg ont passé davantage encore à l'arrière-plan. » La « Gazette » termine ainsi : « Les résultats de l'accord avec l'Ukraine ne tarderont pas à se faire sentir. Trotzky et ses camarades se présenteraient alors les mains vides devant la Constituante. »

Trotzky aurait quitté Brest-Litovsk

Genève, 19 janvier. — Un télégramme de Berlin fait savoir que, d'après des informations qui viennent de parvenir dans cette ville, Trotzky a déjà quitté Brest-Litovsk pour retourner à Pétrograd.

Le « Berliner Tageblatt » affirme que le départ de Trotzky n'interrompra pas les négociations, et le « Lokal Anzeiger » ajoute : « Nous ne regretterons pas le départ de Trotzky parce que l'on est las de ses longs discours sur des questions de politique générale. »

Berne, 19 janvier. — Le bureau de correspondance viennois annonce à la date du 19 janvier que Trotzky a quitté hier Brest-Litovsk pour Pétrograd; les autres membres de la délégation russe restent à Brest-Litovsk.

Les Navires alliés à Vladivostock

LES MAXIMALISTES DEMANDENT DES EXPLICATIONS

Pétrograd, 18 janvier. — Le conseil des commissaires a demandé aux ambassadeurs du Japon et de la Grande-Bretagne des explications au sujet de l'occupation de Vladivostock.

Le Front russe en Pleine déliquescence

Bâle, 20 janvier (source allemande). — Le front russe est dans un état de dissolution complète. Les soldats ont quitté en masse les positions dont certaines sont tout à fait abandonnées en face des Allemands. Les canons et les munitions sont épars et abandonnés sur de nombreux points.

Les journaux allemands font ressortir avec insistance que par opposition au discours et aux prétentions de Trotzky l'armée russe n'est nullement, comme l'arrogance de celui-ci pourrait le faire croire, en état de reprendre la lutte.

Une Déclaration de Sir Buchanan

Londres, 19 janvier. — Sir George Buchanan, ambassadeur britannique à Pétrograd, qui vient d'arriver à Londres en congé de maladie, a déclaré qu'il est absolument faux qu'il ait été rappelé en raison de la situation de la Russie.

Sir G. Buchanan a ajouté qu'il ne pouvait rien dire publiquement au sujet de la Russie. La grande majorité de la colonie britannique a quitté ce pays. La rareté des vivres crée une situation des plus graves. Le corps diplomatique a été naturellement moins éprouvé que le public, car les autorités voulaient que les apparences fussent sauvées. Néanmoins, beaucoup de choses manquaient. Les vivres sont devenus si difficiles à obtenir que l'ambassadeur a dû conseiller à ses concitoyens de partir.

Une Interview de Korniloff

On a lu diverses dépêches reproduites partout, annonçant que Korniloff, l'ancien généralissime, opérait, à la tête de troupes fidèles, contre les bocheviks. En réalité, Korniloff n'a jamais été là où on croyait qu'il se trouvait. Il n'a pas commandé les échelons dits korniloviens. Actuellement, il est bien loin du front russo-boche. Il estime que le moment d'agir n'est pas encore venu; mais il ne désespère pas, il travaille.

Bientôt, on entendra parler de Korniloff; mais, cette fois-ci, ce sera le fait de Korniloff. Pour le moment, ce grand chef ne veut pas qu'on s'occupe de lui. Il vit dans une région presque déserte de la Russie du sud-ouest, où il s'est réfugié, entouré d'une dizaine seulement d'hommes sûrs. Un journaliste russe l'a découvert et a eu avec lui cette conversation pleine d'intérêt, que rapporte le *Matin* :

« — Comment se fait-il qu'on vous croie aux environs de Kharkov ?

» — Oui, me répondit Korniloff, mes cosaques de Tekhine doivent se trouver de ce côté-là; mais moi, il y a longtemps que je les ai quittés. J'ai devant moi une tâche beaucoup plus vaste que des escarmouches avec des patrouilles de gardes rouges.

Je demandai alors à Korniloff de me raconter sa fuite.

« — Nous n'étions plus que cinq généraux emprisonnés, me dit-il : Romanovsky, Ioakomsky, Denikine, Markoff et moi. Les premiers jours de décembre, Markoff put s'évader sous un costume de chauffeur; Romanosky s'est enfui déguisé en femme; Ioakomsky et Denikine ont pris la clé des champs en uniforme de sous-officier.

» Je suis resté seul; mais voilà que le 4 décembre, toutes les sentinelles avaient été prélevées sur la division polonaise. Je me suis dit : ces hommes-là ne trahiront pas Korniloff, et, tout simplement vêtu de mon habituel uniforme de général, je sautai en selle.

» Les sentinelles me présentèrent les armes et crièrent : « Hourra ! » sur mon passage.

» En dehors de la ville — quelle inconséquence de la part des autorités qui m'avaient emprisonné ! — était cantonné tout mon fidèle régiment de cosaques de Tekhine. Je leur donnai l'ordre de me suivre. Tous, sans hésiter, sautèrent en selle.

» Avant de partir, j'écrivis cette dépêche à Doukhonine (j'ignorais qu'à ce moment précis on le tuait) :

« Je vous préviens que je quitte Bikhov » et me rends dans le Don pour entreprendre là-bas, même en qualité de simple » soldat, une lutte sans merci contre les » traîtres à la patrie. »

» Et ensuite, ce fut une fuite éperdue. En deux jours, nous franchîmes cent vingt kilomètres; nous nous trouvâmes dans le gouvernement de Tchernigo. Le jour, tout allait bien ! La population des villes et des villages venait à ma rencontre. A Sourage, une délégation de fillettes du lycée de l'endroit vint m'apporter une adresse de la jeunesse scolaire.

» Mais ce sont les nuits qui devinrent effrayantes. Nous étions traqués par les bolcheviks, qui avaient envoyé des régiments à notre poursuite. Ceux-ci étaient arrivés par la voie ferrée; nous les trouvions sur notre chemin; il fallait les éviter, les fuir.

» Je n'avais aucune carte de ces régions et ne m'orientais que difficilement. Nous avions atteint un pays marécageux et sylvestre. Sous les sabots des chevaux la couche de glace, trop fine, qui recouvrait les marécages se brisait. Plusieurs chevaux avec leurs cavaliers disparurent enlisés. Et dans les bois, en pleine nuit, nous entendions de toutes parts crépiter les mitrailleuses. Une fois, neuf de mes hommes tombèrent mortellement blessés. Les bolcheviks annoncèrent peut-être à ce propos une grande victoire, mais nous, nous ne savons même pas d'où partirent les coups de feu. Nous évitions d'approcher de la ligne du chemin de fer, car partout des trains blindés étaient lancés à ma poursuite. Une nuit mes cosaques, tous des musulmans, furent pris de peur. Ils m'entourèrent et joignant les bras me supplièrent de nous rendre aux bolcheviks. Je leur répondis : « Bien, mes enfants, » rendez-vous ! Mais auparavant, tuez votre » chef ! Allez ! Mes enfants ! Tirez sur moi. » Vous porterez aux bolcheviks mon cada» vre ! »

» Croyez-moi, quand je leur eus dit cela dans leur idiome étrange, ils se mirent tous à pleurer et me demandèrent pardon en frappant le sol de leur front, et nous continuâmes à rôder pendant une semaine encore.

» Mais nous étions serrés de plus en plus près. Je me décidai à me séparer de mes hommes.

» Pour gagner le Don, je revêtis des habits de paysan et pris le train à une petite gare. Je montai dans un wagon de marchandises, et ce sont de braves soldats bolcheviks qui prirent soin de moi, car ils me voyaient vieux et fatigué.

» Voyez-vous, pendant que Lenine annonçait la marche de Korniloff sur Kharkov, moi, me faisant passer pour un paysan réfugié des régions envahies, je partageais la soupe avec les soldats bolcheviks. Aujourd'hui je suis à l'abri, mais je ne suis plus l'impétueux Korniloff d'antan. Je suis plus vieux !

» Cette blessure que j'ai à la jambe s'est rouverte. Mes rhumatismes me font souffrir, mais ma ferme volonté reste la même. Ici, loin de tous, dans cette pauvre chaumière, je ne cesse de travailler, et je puis vous affirmer que le jour où je crierai : En avant ! un écho puissant répondra à mon appel. »

L'Incident russo-roumain est réglé

Pétrograd, 19 janvier. — Le gouvernement roumain a répondu à l'ultimatum que lui a adressé le gouvernement maximaliste. M. Lénine considère cette réponse comme satisfaisante, parce que le gouvernement roumain dément les allégations contenues dans l'ultimatum; il a fait adresser le texte de cette réponse à MM. Trotsky et Krilenko.

Les Grèves et les Emeutes se multiplient en Autriche

Zurich, 20 janvier. — Le mouvement gréviste en Autriche a atteint, depuis trois jours, des proportions considérables. Les dépêches officielles et les articles des journaux de Vienne signalent jusqu'ici des grèves importantes dans la plupart des usines de munitions de Vienne et de la banlieue, ainsi qu'à Wiener-Neustadt, où 100,000 ouvriers font grève. Les usines Daimler, les fabriques de locomotives, les usines de munitions Georges Roth et l'usine de construction d'aéroplanes ont entièrement cessé le travail. Les ouvriers ont déclaré qu'ils ne le reprendraient que si la ration de farine était ramenée au taux primitif.

On signale d'autres grèves à Prague, à Pilsen, à Gratz, en Styrie, à Trieste et dans diverses villes du sud de l'Autriche. Enfin, un télégramme de Cracovie dit que les ouvriers des usines ont parcouru la ville, demandant du pain et la paix. Ils se sont rendus au palais archiépiscopal et ont décidé l'archevêque à se mettre à la tête de leur cortège. Dans d'autres villes de Galicie, notamment à Lemberg, des démonstrations analogues ont eu lieu. Les journaux viennois se montrent très inquiets de l'extension de ce mouvement, ils annoncent que si les grèves continuent, ils se trouveront dans l'impossibilité de continuer à paraître.

A BAS LE MILITARISME PRUSSIEN ! VIVE LA PAIX GENERALE !

Ce qui montre le caractère tout particulier de ce mouvement populaire, d'une gravité exceptionnelle, c'est que les manifestants ont tenté de démolir les bureaux de la « Reichspost », feuille qui, de tout temps, a poussé à la guerre contre la Serbie et ainsi à la guerre générale. Partout, en province comme à Vienne, les manifestations ont revêtu un caractère d'hostilité marquée contre ceux qui, à Berlin, veulent forcer les Autrichiens à continuer la guerre et poussent à la rupture avec les Russes. Des mesures spéciales avaient été prises pour interdire aux manifestants l'accès des voies conduisant à l'ambassade d'Allemagne, à Vienne.

Dans les manifestations qui ont eu lieu à Vienne et à Graz, mercredi et jeudi derniers, les manifestants ont crié, à diverses reprises : « A bas le militarisme prussien ! Vive la Russie révolutionnaire ! Vive la paix générale ! » Les journaux autrichiens n'arrivent en Suisse qu'avec de longs retards, et la censure veille, d'autre part, avec un soin si jaloux à ce qu'ils ne disent pas toute la vérité sur les troubles qui ont eu lieu en Autriche depuis plus d'une semaine, qu'il serait vraiment difficile de se faire une idée exacte de ce qui se passe dans l'empire des Habsoburgs, si les journaux allemands ne se chargeaient de nous éclairer quelque peu et si les milieux diplomatiques, en Suisse, n'étaient en possession d'informations contrôlées de la plus haute importance.

Les Troubles d'Espagne

SANGLANTS DÉSORDRES A ALICANTE

Alicante, 20 janvier (officiel). — Hier matin s'est produit une manifestation tumultueuse, qui a obligé les ouvriers à cesser momentanément le travail. La foule a assailli des boutiques et des maisons particulières, forçant des dames de la bourgeoisie à prendre place parmi les manifestants.

La garde civile ayant voulu disperser la foule, des coups de feu ont été tirés des fenêtres sur la garde, et celle-ci a riposté.

Trois hommes ont été tués, trois autres hommes et une femme ont été grièvement blessés. Il y a, en outre, deux blessés légèrement et plusieurs contusionnés.

TROUBLES A LA COROGNE

La Corogne, 20 janvier. — Des manifestants se sont lancés à l'assaut des dépôts de vivres.

LES SOCIALISTES PROTESTENT CONTRE LA REPRESSION DES RECENTS TROUBLES

Madrid, 19 janvier. — Les comités nationaux du parti socialiste et de l'Union générale des travailleurs publient des Manifestes de protestation contre les graves incidents qui se sont produits au cours de la répression des troubles dans plusieurs villes de l'est de l'Espagne. Le parti socialiste demande la destitution des autorités civiles de Barcelone et de Malaga.

L'Union générale appuie la demande des socialistes. La rédaction de ces Manifestes est très menaçante.

Aux Etats-Unis

SURVEILLANCE REDOUBLÉE DES NAVIRES NEUTRES

Washington, 19 janvier. — Le bureau contrôlant les actions commerciales pendant la guerre appliquera en février prochain une réglementation des plus sévères aux bâtiments neutres ancrés dans les ports américains, au sujet de leur approvisionnement de charbon, en vue de supprimer ainsi une des voies par lesquelles l'ennemi obtenait des informations, et afin aussi d'empêcher les marchandises américaines de lui parvenir.

L'Engagement volontaire des Sujets des Nations alliées dans notre Armée

Paris, 19 janvier. — Les sujets des nations alliées qui désirent s'engager dans l'armée française peuvent, aussitôt après avoir contracté un engagement pour la durée de la guerre au titre de la légion étrangère, être affectés sur leur demande à un corps ordinaire, sous la réserve qu'ils réunissent les conditions exigées des Français. Leur choix pourra s'exercer sur tous les corps dans lesquels les engagements de cette durée sont encore ouverts. Toutefois, vu l'accord intervenu entre les gouvernements français et britannique, les sujets anglais peuvent, jusqu'au 31 janvier 1918 inclus, être admis à s'engager directement dans un corps ordinaire. Ils doivent s'adresser au commandant d'un bureau de recrutement.

100 Millions d'Armes pour la Chine

Tokio,

DÉPÊCHES DE LA NUIT DERNIÈRE

M. Lloyd George parle aux Travaillistes

Voici la suite du discours du premier ministre anglais que nous avons publié hier :

PAS DE CONFÉRENCE DE PAIX POSSIBLE EN CE MOMENT

Répondant à un délégué, M. Lloyd George : « C'est un problème très difficile pour tout gouvernement de décider le moment qui sera bon pour réunir la Conférence de la paix. Vous pouvez en réunir une à un certain moment, et vous apercevoir que vous vous êtes passé au cou un nœud coulant. Voilà la situation que les chefs responsables des gouvernements respectifs de tous ces pays auront à examiner très prochainement. Mon avis personnel est **qu'il n'est pas désirable de réunir une Conférence de la paix avant que vous voyiez une bonne chance d'en sortir avec une solution satisfaisante.**

» Je suis fermement convaincu, par l'attitude présente des chefs du gouvernement allemand, que **si vous réunissiez une Conférence de paix, elle ne produirait rien qui ressemble à un accord équitable, auquel cas elle ne servirait qu'à aggraver les choses au lieu de les améliorer.** »

LE MIRAGE DE L'AIDE DU SOCIALISME ALLEMAND

Un délégué : « Si une Conférence socialiste travailliste internationale était autorisée, les socialistes syndicalistes allemands ne pourraient-ils forcer le gouvernement allemand à modifier sa politique ? Si Hindenburg et Ludendorff refusent d'endosser le chèque tiré par le parti travailliste, ne peut-on espérer que Scheidemann et Liebknecht l'endosseront ? »

M. Lloyd George : « Liebknecht a été mis en prison. Voilà ce qui lui est arrivé lorsqu'il a essayé d'endosser les chèques pacifistes en Allemagne, et je crois que Scheidemann se trouvera également en prison s'il tente d'agir de même. La première chose que les socialistes de l'Allemagne ont à faire, est d'imposer leurs conditions au gouvernement. Le délégué semble croire qu'il a imposé ses conditions au gouvernement britannique. Que Scheidemann en fasse de même en Allemagne, et alors nous pourrons discuter les conditions. »

PAS DE CONCILIABULES AVEC L'ENNEMI

Un délégué : « Le premier ministre ne croit-il pas qu'il y aurait avantage à avoir une conférence travailliste internationale qui nous permettrait de nous assurer que du moins les représentants de la démocratie allemande ont eu connaissance des conditions du président Wilson ? »

M. Lloyd George : « Ce fut une question qui nous causa beaucoup d'anxiété ; il est difficile de décider s'il serait préférable, dans l'intérêt de la paix, de permettre les relations générales de ce genre entre les représentants de fractions de la communauté. Je vous assure, je n'ai pas pris cette décision sans y avoir soigneusement réfléchi et sans me sentir fortement porté vers cette idée, mais **après une longue consultation avec les chefs d'autres démocraties nous sommes arrivés unanimement à la conclusion que c'était là une très dangereuse expérience à tenter.**

» Vous ne devez pas oublier que vous ne pouvez pas la restreindre à une seule fraction. Si vous commencez à permettre à une fraction de se réunir, vous devez autoriser l'autre fraction à se réunir aussi. On a dit que nous permettions à des financiers de se réunir en Suisse, ce qui était entièrement dénué de fondement, mais si vous autorisez une fraction à se réunir, vous devez permettre à des financiers de se réunir. Vous devez autoriser les patrons à se réunir et ainsi vous arriverez à la discussion par des sections qui ne représenteraient pas la nation tout entière. Cela se terminerait par le chaos.

» Il est infiniment préférable, dans le but d'établir une paix juste, que vous commenciez par donner une forme aux vues de votre gouvernement : vous formez l'opinion de votre gouvernement. Que les classes ouvrières allemandes forment l'opinion du leur et ainsi, lorsque les gouvernements se rencontreront, ce sera après que leurs idées auront été façonnées par le contact avec l'opinion publique de leurs propres pays. Voilà de beaucoup la manière la plus efficace d'agir, et je ne suis arrivé à cette conclusion qu'après de mûres et longues réflexions et l'examen des deux thèses.

» Vous pouvez être convaincus que, s'il y avait une chance raisonnable de faire la paix à des conditions que vous estimeriez honorables, nous la ferions et vous pouvez être convaincus que nous nous sommes efforcés de la rechercher ainsi que tous les autres gouvernements. En fait, c'est la besogne de tout gouvernement de la rechercher et naturellement nous sommes tout le temps en train d'essayer de discerner s'il y a un indice quelconque dans l'attitude du gouvernement allemand qui permette de croire à un retour à la raison. Je regrette de devoir dire que nous ne trouvons rien qu'un complet endurcissement et une détermination résolue d'obtenir un triomphe purement militaire. »

LIBERTÉ DES MERS

En réponse à une question d'un délégué, M. Lloyd George dit : « Nous sommes une île et nous devons examiner avec le plus grand soin toute proposition qui pourrait porter atteinte à notre faculté de protéger nos lignes de communications maritimes. La liberté des mers est un terme très élastique, il y a un sens dans lequel nous revendiquons de l'accepter ; nous devons soigneusement nous garder contre toute tentative de gêner notre faculté de protéger nos côtes et notre marine marchande qui seule nous a permis de vivre jusqu'à aujourd'hui. »

L'ACCORD COMPLET DES ALLIÉS

Un délégué : « Etant donnée l'approbation unanime donnée par les alliés aux buts de guerre du gouvernement britannique, le premier ministre peut-il dire quelles mesures seront prises pour unifier les buts de guerre respectifs de l'Amérique et des alliés pour présenter aux Allemands l'unité de front ? »

M. Lloyd George : « Je suis d'avis qu'il y a beaucoup à dire en faveur de cette proposition : nous comptions pouvoir le faire à la grande Conférence de Paris il y a deux mois, les représentants du gouvernement russe étaient en route, mais entre temps il arriva que le gouvernement dut se retirer du pouvoir et il y eut une période d'anarchie, de confusion et de guerre civile et au moment où se tint la Conférence il n'y avait là personne pour parler au nom de la Russie. Il était complètement impossible de tenter de coordonner les buts de guerre des alliés sans la présence des représentants du gouvernement russe, et voilà la raison pour laquelle nous n'avons pas commencé la discussion. »

» La plupart de nos difficultés ont été provoquées par des demandes formulées par les gouvernements russes antérieurs. Constantinople en est un exemple. Nous n'aurions pas pu abandonner Constantinople comme but de guerre sans le sentiment du gouvernement russe. Je partage l'opinion de mon ami interrupteur, que s'il y avait eu un doute quelconque au sujet des buts de guerre des alliés, qui ont été exposés par le président Wilson et par moi-même, il aurait été désirable que nous nous réunissions, mais, jusqu'à présent, il n'y a rien eu qu'**un accord complet.** »

SUPPRESSION DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE A CONDITION QUE...

Le délégué : « Le premier ministre peut-il s'engager, dès maintenant, à ce que, au cas où un accord serait réalisé sur les conditions fixées par lui, le service militaire obligatoire soit immédiatement supprimé dans ce pays ? »

M. Lloyd George : « Je l'espère, et voilà réellement pourquoi nous combattons pour établir des conditions qui rendront le service obligatoire inutile, non seulement dans ce pays, mais dans tous les pays. Si nous ne parvenons pas à créer cette situation, pour ma part j'estimerai que nous n'avons pas réalisé un des plus importants buts de guerre. **Nous voulons rendre le service obligatoire définitivement impossible.** Il n'est plus question de savoir si on pourra le supprimer dans ce pays. **Vous devez le supprimer dans les autres pays, sinon vous ne pouvez pas le supprimer ici.** Nous devons nous défendre ici, et la première chose que nous devons faire est de mettre fin au militarisme dans le monde entier. »

M. Barnes, président de la Conférence, demande de voter des remerciments cordiaux au premier ministre, ce qui est voté par acclamation.

M. Lloyd George dit, en réponse à ces remerciments : « Il est bon que ceux qui ont la charge du gouvernement du pays se mettent en contact avec ceux qui représentent des facteurs aussi vitaux du pays. (Applaudissements.) Peut-être, également, n'est-il pas inutile pour eux de venir en contact avec le ministère, et il est préférable, lorsqu'ils viennent en contact, qu'on parle en toute franchise, car cela ne peut faire que du bien. »

L'Opinion des Journaux

Londres, 19 janvier. — Les journaux du matin approuvent unanimement le discours de M. Lloyd George.

L'Affaire Caillaux

L'Inventaire des Documents de Florence

Paris, 19 janvier. — L'inventaire des documents rapportés par les juges militaires italiens et saisis à Florence, à la Banca di Sconto, s'est poursuivi aujourd'hui, en présence de M. Caillaux, l'opération, bien qu'elle eût duré la veille jusqu'à sept heures, n'ayant pu être menée jusqu'au bout.

Après le déjeuner, M. Caillaux a été amené au palais de justice, au cabinet du capitaine Bouchardon, par M. Priolet, commissaire de police du camp retranché de Paris, et les inspecteurs. Un instant après, les officiers italiens : le colonel Chiapperoni, le capitaine Derabertis et les deux lieutenants greffiers, ont fait leur entrée au parquet du 3e conseil de guerre, et l'inventaire des documents a commencé.

L'inventaire n'a été terminé qu'à six heures du soir. Quelques instants après, M. Caillaux, très alerte, est monté dans l'auto qui l'a ramené à la prison de la Santé.

Après le départ des officiers italiens, les procès-verbaux d'inventaire, signés de tous les magistrats présents, du greffier et du capitaine Bouchardon, en tout six signatures, ont été placés dans le coffre-fort du parquet du 3e conseil de guerre. Les documents, bijoux et argent qui sont contenus dans huit paquets ficelés et dûment scellés ont été également serrés dans le coffre-fort.

Une garde spéciale de gendarme et de gardes républicains a été placée aux abords du cabinet du capitaine Bouchardon ; celui-ci n'a fourni aucun renseignement sur la nature et la valeur des documents qui sont entre ses mains ni sur le montant des titres dont le chiffre n'est pas fixé. Seul l'expert M. Doyen étant en mesure de fournir un renseignement précis à cet égard.

CE QUE DIT M. CECCALDI

Paris, 19 janvier. — M. Ceccaldi, député de l'Aisne, l'un des avocats de M. Caillaux, a fait cette après-midi une courte apparition dans les couloirs de la Chambre. Comme il faisait connaître qu'il sortait du cabinet du capitaine Bouchardon, on lui a immédiatement posé de nombreuses questions sur la nature des documents de Florence, mais M. Ceccaldi s'est formellement retranché derrière les obligations du secret professionnel. Cependant il a cru pouvoir affirmer que la plupart des informations publiées à ce sujet sont ou inexactes ou exagérées. « Il existe bien, a-t-il ajouté, une liste d'hommes politiques établie jadis par M. Caillaux en prévision de son retour éventuel au pouvoir. Cette liste comprend une quarantaine de noms de parlementaires allant de l'extrême gauche à l'extrême droite et susceptibles de faire partie d'un cabinet d'union nationale. Ce testament politique, écrit et signé par M. Caillaux en 1915, fut annulé par un codicille daté de 1917, reproduisant dans ses grandes lignes le programme politique exposé par l'ancien président du Conseil dans son discours de Mamers en juillet 1917. »

L'Expertise des Valeurs

Paris, 19 janvier. — Dans la matinée, l'expert doyen s'est entretenu avec le capitaine Bouchardon au sujet de la mission que celui-ci lui a confiée et qui consiste à évaluer le montant des valeurs et titres représentant la fortune de M. Caillaux saisie à Florence.

Les Incidents de la Séance de la Chambre

M. LONGUET REFUSE DE SE BATTRE

Paris, 19 janvier. — Le procès-verbal suivant nous a été communiqué :

« M. Pugliesi-Conti s'étant trouvé offensé par un propos proféré à son adresse à la séance de la Chambre du 18 janvier, par M. Longuet, député de la Seine, a prié MM. Viellard, député du Haut-Rhin, et Ernest Flandin, député du Calvados, de demander à M. Longuet une rétractation ou une réparation par les armes.

» M. Longuet a chargé, de son côté, MM. Mistral, député de l'Isère, et Dalbiez, député des Pyrénées-Orientales, de le représenter. Les quatre témoins se sont réunis le 19 janvier, à la Chambre, et ont rédigé ce procès-verbal :

» MM. Viellard et Flandin, après avoir exposé les motifs de la réunion, ont demandé aux témoins de M. Longuet une rétractation ou une réparation par les armes.

MM. Mistral et Dalbiez ont répondu qu'ils n'avait pas à rétracter le terme qu'ils avaient employé à l'égard de M. Pugliesi-Conti, estimant que le terme avait été provoqué par les allégations de ce dernier, et qu'ils considéraient l'incident comme clos après la réponse publique de M. Longuet.

» En conséquence, MM. Mistral et Dalbiez déclarent que M. Longuet refuse d'accorder à M. Pugliesi-Conti la rétraction ou réparation demandée.

» Fait à Paris, le 19 janvier.

» Pour M. Pugliesi-Conti : VIELLARD, E. FLANDIN.

» Pour M. Longuet : MISTRAL, DALBIEZ.

M. PUGLIESI-CONTI FLETRIT SES ADVERSAIRES

Paris, 19 janvier. — M. Pugliesi-Conti a adressé à MM. l'amiral Bienaimé, de Castelnau, Viellard et Ernest Flandin, qui lui avaient servi de témoins, la lettre suivante :

« Mes chers Amis,

» Les deux missions dont vous avez bien voulu vous charger en mon nom se sont closes par un procès-verbal de carence. MM. Mayeras et Longuet se sont dérobés honteusement.

» L'un et l'autre ont ainsi voulu démontrer que leur internationalisme avait à ce point exclu chez eux le sentiment français qu'il ne leur restait même plus la notion du courage.

» Ils sont décidément dignes des Austro-Boches en compagnie desquels je les ai montrés fraternisant, pendant que nos soldats tombent là-bas sous les balles allemandes.

» Veuillez croire, chers Amis, à tous mes affectueux sentiments.

» PUGLIESI-CONTI,

» député de la Seine. »

L'Affaire Ch. Humbert-Lenoir

UN AVEU IMPORTANT

Paris, 20 janvier. — Le juge d'instruction Drioux a confronté Mme Lenoir mère avec M. Charles Humbert. Le point culminant de cette opération a été la reconnaissance faite par Mme Lenoir qu'elle connaissait le contrat passé entre son mari et M. Schœller, et par lequel celui-ci s'engageait à verser 10 millions pour commanditer un journal français.

— En avez-vous parlé à M. Charles Humbert ?

— Non. Je m'étais engagée à n'en parler jamais!!

Après avoir pris connaissance des déclarations faites par sa mère, Pierre Lenoir, questionné par M. Drioux, a déclaré qu'il n'avait pas de raison sérieuse pour étayer sa plainte en chantage. Qu'il n'avait aucun fait nouveau à produire et qu'il en voulait surtout à Charles Humbert d'avoir abusé du désarroi moral de sa mère pour l'amener à la transaction. M. Charles Humbert s'est borné à faire observer que les arrangements dont se plaint aujourd'hui la famille Lenoir ont été réglés par les conseils des deux parties, deux avocats des plus honorables.

Armée d'Orient

Salonique, 18 janvier.

Actions d'artillerie réciproques dans la région de MONASTIR et dans la boucle de la CERNA, où nos tirs ont provoqué l'incendie d'un dépôt de munitions.

L'aviation britannique a exécuté plusieurs bombardements sur la voie ferrée de DOIRAN et dans la région de PETRIE, SERES.

Communiqué italien

Rome, 19 janvier (officiel).

Dans la nuit du 17, l'ennemi a de nouveau tenté une attaque sur une large partie de notre tête de pont de CAPO SILE. Il a été arrêté par le feu de l'artillerie promptement intervenue, et les quelques groupes qui ont pu aborder nos fils de fer barbelés ont été anéantis par un feu de mousqueterie et de mitrailleuses.

Nos groupes d'explorateurs ont mis en fuite des petits postes ennemis et capturé du matériel sur le PLATEAU D'ASIAGO.

La Constituante russe

Pétrograd, 18 janvier. — En dehors de la première échauffourée déjà connue, les manifestations en faveur de la constituante ont été marquées par plusieurs collisions avec les gardes rouges sur cinq ou six points de la ville. Ces manifestations ont été, elles aussi, accompagnées de coups de feu.

La collision la plus grave s'est produite au coin de la perspective Litenie, où les gardes rouges, en voulant s'opposer au passage d'une colonne qui se dirigeait vers le palais de Tauride, ont tiré deux ou trois salves. Huit manifestants, dont deux femmes, ont été tuées. Une vingtaine de personnes ont été blessées. Parmi les morts, figure Mme Korbatschka, fille du déporté connu qui mourut en Sibérie.

L'ASPECT DE L'ASSEMBLEE

Pétrograd, 18 janvier. — Le quorum fixé étant atteint, la séance de l'assemblée constituante est ouverte à quatre heures. Les députés occupent un peu plus de la moitié de la salle. Ils sont tous groupés dans les premiers rangs intérieurs de l'hémicycle, dont la partie supérieure demeure en fait vide. Les tribunes du public et même celle du corps diplomatique, qui, n'étant pas invité, n'a envoyé aucun de ses représentants, sont remplies.

On remarque de nombreux uniformes de soldats, mêlés aux vêtements ouvriers. L'hémicycle offre d'ailleurs le même aspect : A côté de la blouse flottante des soldats, on voit des vestons usagés, découvrant la chemise russe de couleur, boutonnée jusqu'au cou, beaucoup de chevelures fournies en arrière, des barbes de christ, des profils sémitiques et des traits de toutes les races qui peuplent la Russie. Parmi tout cet ensemble, quelques représentants féminins. Par contre, aucun prêtre, dont les longues houppelandes donnaient aux anciennes Dumas un caractère tout particulier.

Mais ce qu'on peut remarquer, c'est la jeunesse de la plupart des membres de l'assemblée : beaucoup n'atteignent pas la trentaine.

DECLARATION DES SOVIETS

La proposition suivante de déclaration des droits des ouvriers, adoptée par le comité exécutif central des Soviets, est lue à la Constituante :

« L'Assemblée constituante décide que la Russie est déclarée République des Soviets des ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir central et provincial appartient à ces Soviets.

» La République des Soviets est formée sur la base d'une libre alliance de nations libres, constituant la Fédération des Républiques nationales des Soviets. »

Vient ensuite toute une série d'articles. L'article 2, notamment, déclare supprimés les droits de propriété privée. Tout le sol, le sous-sol et ce qu'il renferme est déclaré propriété de l'Etat, ainsi que les immeubles, forêts, etc.

Le même article déclare le travail général obligatoire, annonce l'armement des classes ouvrières le désarmement des classes aisées et l'organisation d'une armée rouge d'ouvriers et de paysans.

L'article 3 approuve la politique du Soviet, tendant à la paix démocratique sur les principes connus, et approuve le décret du Soviet annulant tous les emprunts russes.

Enfin, l'article 4 déclare qu'ayant été élus d'après les listes électorales formées avant la révolution d'octobre, et avant que le peuple ait mis en œuvre l'organisation de la société socialiste, l'Assemblée constituante considérait comme profondément injustifiée de s'opposer au pouvoir du Soviet, même au point de vue de la forme. Au moment de la lutte décisive du peuple contre ceux qui l'exploitaient, ces derniers ne peuvent pas trouver place dans aucun organe du pouvoir. Le pouvoir doit appartenir exclusivement aux classes ouvrières et à leurs représentants, les Soviets.

ON CHANTE L' « INTERNATIONALE »

La lecture des droits des ouvriers terminée, le socialiste révolutionnaire Lokipentsk demande la parole. Mais à gauche, un maximaliste réclame d'abord l' « Internationale ». Tous les députés et le public se lèvent aussitôt, et l' « Internationale » retentit en un chœur large, puissant. Le contraste avec l'aspect qu'avait auparavant la salle est saisissant. Là où, quelques instants apparavant, des cris, des hurlements se faisaient entendre, s'élèvent maintenant les accents de l'hymne ouvrier, que tous les assistants chantent graves et calmes. De nouveaux applaudissements éclatent, puis Lokipenitse monte à la tribune pour proposer à l'assemblée la candidature de M. Tchernoff au fauteuil présidentiel.

Le maximaliste Skwartzol le suit, proposant, au nom du bloc maximaliste et social-révolutionnaire de gauche, de nommer Mme Spiridonova. Quelques orateurs interviennent encore, puis le scrutin est ouvert à cinq heures sur ces deux candidatures.

TCHERNOFF PRESIDENT PROVISOIRE

A sept heures, la séance est reprise. Tchernoff est proclamé président provisoire, par 244 voix contre 151 à Mme Spiridonova.

Tchernoff monte à la tribune, acclamé par les social-révolutionnaires de l'opposition, auxquels répondent les protestations bruyantes de gauche. Le président prononce une assez longue allocution, un discours-programme qui est écouté presque attentivement dans sa première partie, qui traite de la question internationale.

Commentant et analysant la situation de la Russie, l'orateur qualifie de très difficile la position qu'occupe le pays actuellement. La révolution est née avec un programme de paix dont elle ne se dessaisira pas.

« Malheureusement, dit en substance M. Tchernof, les aspirations pacifiques de la Russie n'ont pas trouvé un écho assez retentissant du côté des autres belligérants, encore imbus des idées impérialistes notamment les puissances centrales. Les Allemands, pendant les pourparlers de paix séparée avec la Russie, ont montré qu'ils sont étrangers aux principes proclamés par la révolution russe, et qu'ils cherchent seulement à conclure la paix aux dépens de la Russie.

» La situation de la Russie est de ce fait difficile et dangereuse. Mais j'estime qu'elle peut trouver son salut dans les sympathies des masses socialistes européennes, qui, elles aussi, sont épuisées par la guerre. »

M. Tchernof déclare ensuite que la Constituante doit prendre l'initiative de convoquer un Congrès international socialiste, dont les résolutions obligeront sans doute les gouvernements à conclure la paix démocratique, et il ajoute que la Constituante devra envoyer à ce Congrès des délégués de son sein.

L'orateur expose alors le point de vue social-révolutionnaire sur les questions soulevées par la déclaration des droits des ouvriers. Cette partie de son discours est fréquemment interrompue par des cris et des démonstrations ironiques à gauche et soulève à la fin de longues protestations que la majorité couvre d'applaudissements.

Après le discours de M. Tchernof, les maximalistes proposent de passer à l'élection de tout le bureau, mais l'opposition demande que pour aujourd'hui soit seul désigné un secrétaire. L'assemblée en décide ainsi et élit, comme secrétaire, M. Vyschniak, social-révolutionnaire de droite.

Le maximaliste Boukharine répond ensuite à M. Tchernof par un long discours dans lequel il critique les doctrines exposées par le président, et auxquelles il reproche leur caractère théorique, alors que le socialisme des maximalistes est avant tout pratique. « La méthode de Tchernof, dit M. Vyschniak, amènerait au socialisme dans deux siècles et créerait maintenant une bourgeoisie analogue à celle de la France et des Etats-Unis. »

Les représentants des différentes fractions, dont M. Tseretelli, se succèdent ensuite à la tribune. A minuit, la séance continuait.

Un Vapeur espagnol torpillé

Paris, 19 janvier. — Le 15 janvier, à midi, le vapeur espagnol « Bona-Novia », qui avait arboré son pavillon national et avait ses couleurs peintes sur sa coque, a été torpillé par un sous-marin en Méditerranée occidentale. Le vapeur a pu être remorqué dans un port.

BORDEAUX

1

Il y a un an

21 JANVIER 1917

Le Président de la République va dans l'Aube et la Marne visiter les services de l'arrière.

L'empereur Nicolas adresse au président du conseil, M. Galitzine, un rescrit dans lequel il déclare que la Russie doit accomplir son devoir jusqu'à la fin, sans s'arrêter devant aucun sacrifice. « Pas de paix, dit-il, avant la victoire définitive. »

En Mésopotamie, victoire des Anglais qui avancent vers Bagdad.

La Carte de Pain à Bordeaux

Recensement des Consommateurs

En prévision de la mise en service de la carte de pain à Bordeaux, le Conseil municipal, réuni samedi soir en commissions, a décidé de faire remplir par la population bordelaise des formules que chaque chef de famille devra établir afin de permettre à l'Office communal d'arrêter le taux de la ration quotidienne de pain de la famille. Les cartes de pain ne seraient distribuées, et par conséquent le pain ne serait livré qu'à ceux qui auraient vêtu cette formalité.

Bien entendu, ne devront s'inscrire que les personnes réellement domiciliées à Bordeaux.

Les dispositions arrêtées constituent en somme le recensement de la population, sans lequel il est impossible d'asseoir la répartition du pain sur des bases sérieuses.

Répartition du Sucre

Les établissements d'éducation ou d'instruction, les hôpitaux et hospices, les établissements d'assistance, les asiles, les établissements pénitentiaires, les communautés religieuses possesseur de carnets roses et verts devront les retourner au comité de répartition du sucre à la préfecture où ils seront échangés contre des carnets ordinaires de consommation familiale ou contre des bons spéciaux.

La Chaussure nationale

Il résulte d'une enquête faite par l'administration que beaucoup de détaillants se trouvent en butte à des plaintes presque toujours non justifiées de la part des acheteurs qui leur reprochent de ne pas vendre les chaussures nationales qu'ils ont reçues.

Or, l'enquête a établi que les détaillants en général s'acquittent parfaitement de la mission qui leur a été confiée pour la vente de la chaussure nationale.

Il est bien certain que, jusqu'à l'heure présente, les quantités qui leur ont été livrées ne sont pas en rapport avec la demande. Mais l'administration s'efforce chaque jour d'obtenir des fabricants une plus grande production.

Ces efforts très persévérants n'ont pas donné jusqu'à présent tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre par suite de circonstances fâcheuses qui, comme certains sinistres survenus à d'importantes usines ou le décès de certains fabricants, vont encore être une cause de déficit dans cette production déjà insuffisante.

L'administration va de nouveau redoubler de vigilance pour atténuer autant que possible les inconvénients provenant de cette situation.

Elle est, d'autre part, décidée, nous a-t-on dit, à user de rigueur après des fabricants qui, pour satisfaire leur clientèle particulière, ne donneraient pas le rendement prévu par les ordres ministériels, et contre les détaillants qui seraient convaincus d'avoir voulu dissimuler ou ne pas exposer à la vue du public les chaussures nationales qu'ils se sont engagés à vendre.

Il serait à désirer que, pour éviter la réquisition des usines à laquelle on serait fatalement conduit, si la production n'augmentait pas, les fabricants et les détaillants aidassent de toute leur bonne volonté l'effort fait par l'administration dans l'intérêt général.

Les Pupilles de la Colonie Saint-Louis au Feu

Louis Lartigau, caporal aviateur. Déjà titulaire de croix de tous nos alliés, de la médaille militaire et de la croix de guerre avec cinq palmes, vient d'être décoré de la Légion d'honneur. Cité comme s'étant offert six fois pour les missions les plus périlleuses ; deux fois prisonnier de guerre en Allemagne, a pu s'échapper les deux fois et rentrer en France dans des conditions les plus difficiles.

François Courrège : 1. Cité à l'ordre du régiment : « Brancardier ; dévouement infatigable à relever les blessés jusqu'en première ligne » ; 2. Cité à l'ordre du 26e d'infanterie : « Etant à son poste de bombardier et voyant, dans la nuit du 7 au 8 septembre 1917, une de ses patrouilles aux prises avec un parti ennemi six fois supérieur en nombre, n'a pas hésité, malgré un violent bombardement, à se porter au secours de ses camarades et à combattre avec un courage admirable, jusqu'à ce que les Allemands aient pris la fuite, laissant plusieurs morts sur le terrain. »

Roger Féry, cité à l'ordre du 143e d'infanterie : « Soldat très crâne qui s'est fait remarquer à l'attaque du 18 avril 1917, par son sang-froid et son noble mépris du danger. »

Lucien Cazenave, soldat à la compagnie hors rang du 162e de ligne « Brancardier d'un courage et d'un dévouement au-dessus de tout éloge ; s'est particulièrement distingué pendant la période du 27 août au 6 septembre 1917, en transportant les blessés dans une région très bombardée. »

Marc Dubarry, soldat au 2e zouaves, cité à l'ordre de la brigade : « A rempli avec entrain et sang-froid, son service d'agent de liaison, malgré un bombardement violent ; a été blessé en accomplissant sa mission. »

Georges Gailliard, soldat au 63e d'infanterie, cité à l'ordre du régiment : « Bon soldat, a toujours montré du courage et du sang-froid ; a été blessé deux fois au cours des hostilités, à Requeville et à Verdun. »

Henri Lesbarrères, caporal au 290e de ligne, cité à l'ordre de la division : « Très bon caporal, doué d'un grand sang-froid ; toujours volontaire pour l'occupation des postes périlleux. Le 27 juillet 1917, étant en petit poste, tua au moyen d'une grenade un sous-officier allemand qui, étant venu l'attaquer, l'avait sommé de se rendre. Blessé à son poste le 28 juillet 1917. Au front depuis le début de la campagne. »

Une Fructueuse Opération

Sous ce titre, nous avons relaté le superbe coup de filet réussi par M. Farfals, chef de la Sûreté, en collaboration avec ses fidèles limiers, et qui a permis d'écrouer toute une bande de voleurs et de recéleurs.

Le chef de la Sûreté, avec les inspecteurs Leyx et Dudon, a continué les recherches pour retrouver les marchandises volées par la bande de P... et de R..., dit le « Rat Blanc ». Ces recherches viennent d'être couronnées de succès.

Au chemin Dupuch, une grande quantité de marchandises fut découverte dans un chai : deux barils de graisse et des conserves provenant d'un vol chez MM. Audouin frères ; des caisses de petits pois, onze cantines d'huile et des sacs de morue volés sur un wagon dans la nuit du 3 au 4 décembre 1917.

Un autre inculpé, Louis C..., a été arrêté par la brigade mobile.

Un Bon Truc

M. Hébert, commissaire divisionnaire de la brigade mobile, était informé ces jours derniers que deux individus se livraient à des escroqueries auprès des ruraux de notre région. M. Vialle, commissaire de police, et sous-chef de cette brigade, en collaboration avec l'inspecteur Durrés, fut chargé d'ouvrir une enquête. Elle ne tarda pas à amener l'arrestation d'un ancien boucher et d'un courtier en bestiaux.

La manière dont ils procédaient est fort ingénieuse. L'ancien boucher, se faisant passer pour le domestique du courtier, se rendait auprès des paysans et leur vantait l'importance du commerce de son patron.

Le second intervenait alors et achetait récolte et troupeaux, naturellement à crédit. C'est ainsi qu'un gros propriétaire du Médoc vendit 15 bêtes à cornes, 4 chevaux et 16 barriques de vin. Un autre lot de vin devait être livré sous peu, mais l'arrestation des deux compères a empêché cette deuxième livraison.

Une perquisition effectuée au domicile de l'ancien boucher par MM. Hébert, commissaire divisionnaire ; Richard, commissaire de police, et l'inspecteur Jagourd, a permis de découvrir des papiers portant en guise d'en-tête le nom de fantaisie sous lequel opéraient les filous.

Les deux personnages ont été écroués. M. Laussucq, juge d'instruction, est chargé de l'affaire.

Dans la Gueule du Loup

Les agents des mœurs Bardon, Dupuy et Pedenay conduisaient une fille soumise à la prison municipale, avec la voiture cellulaire, samedi matin, lorsqu'un individu, monta sur le marchepied de la voiture pour parler à cette femme, qui était sa maîtresse. Les agents, flairant une prise intéressante, appréhendèrent l'inconnu et l'amenèrent devant le chef de la Sûreté, qui, après interrogatoire, fit procéder à une perquisition à son domicile, rue des Glacières. On y découvrit deux caisses de liqueurs, trois pinces et une clé anglaise provenant d'un vol dans un entrepôt de la maison Honoré Picon. Plusieurs bouteilles avaient déjà été vendues à deux débitants, qui sont inculpés de recel.

L'auteur de ce vol, Louis V..., dix-huit ans, qui se dit navigateur, a été écroué.

Avis aux Abonnés au Téléphone

L'Administration de l'Annuaire « **Le Téléphone du Sud-Ouest** » informe MM. les abonnés au téléphone de Bordeaux et du département de la Gironde que son édition de 1918, comprenant 4 listes complètes : par ordre alphabétique, par numéros, par professions, par rues, sera livrée et mise en vente à partir du 25 janvier prochain. S'adresser à la **Librairie Feret**, rue de Grassi, ainsi qu'aux Salles de Dépêches de la « Petite Gironde ».

Pour ceux qui attendent des Réfugiés

La préfecture de la Gironde nous communique la note suivante :

« Nous rappelons aux personnes qui attendent, pour leur offrir l'hospitalité, des parents et des amis susceptibles d'être rapatriés de la région envahie, qu'elles ont tout intérêt, en prévision de cette éventualité, à se faire connaître du Service des rapatriés à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), en joignant à leur lettre un certificat d'hébergement légalisé par le maire ou le commissaire de police de leur localité. Il est recommandé de bien préciser les noms, prénoms, âge et domicile habituel en région envahie des personnes attendues, ainsi que l'adresse complète du demandeur.

En accomplissant à l'avance ces formalités, on évite aux rapatriés un séjour plus ou moins long à Evian ou dans tel ou tel autre « centre d'attente ».

Bien entendu, le présent avis ne s'adresse qu'aux personnes qui n'auraient pas encore écrit au Service des rapatriés d'Evian.

Il est inutile que les autres personnes, celles qui ont déjà écrit, renouvellent leurs demandes (qui ont été soigneusement notées) à moins qu'elles n'aient changé d'adresse.

Garderie de Nuit

La garderie de nuit créée à la Crèche de la Bastide, 71, rue Montméjan, pour les enfants des mères qui travaillent à la défense nationale, ayant atteint le maximum des enfants qu'elle peut recevoir avec les ressources dont elle dispose, fait appel aux personnes généreuses qui voudraient l'aider à faire encore plus de bien. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que la garderie de la Bastide est la première créée en France ; elle a ouvert le 1er mai 1916, et au 31 décembre 1917 le nombre des présences s'élevait à huit mille huit cent quarante et un (8,841). Elle est dirigée par Mme Gervaise, et a pour médecin M. le docteur Gautier.

Société de Géographie commerciale

Conférence

Rappelons que la conférence de M. Lucien Corpechot sur : « Une année chez les Italiens en guerre », aura lieu lundi prochain 21 janvier, à 20 heures 30, dans le grand amphithéâtre de l'Athénée municipal.

La conférence sera accompagnée de projections. Des places seront réservées jusqu'à 20 heures 20 aux sociétaires munis de leur carte et aux porteurs d'invitations.

PETITE CHRONIQUE

Assailli et volé. — Deux individus abordaient, samedi soir, sur les quais, en face de l'entrepôt, le jeune René Rondet, employé de bureau, et lui demandaient un peu de feu. Traîtreusement, les deux maraudrins saisirent à la gorge l'employé et lui volèrent son porte-monnaie renfermant 155 fr. et divers papiers.

On a volé : Un imperméable valant 90 francs à M. Frédéric Touvas, voyageur de commerce, 14, rue Rohan, qui avait accroché son vêtement à une patère, dans un bar de la rue Duffour-Dubergier.

— Trois chandails d'une valeur de 120 francs, samedi après-midi, à l'étalage d'un grand magasin du cours Victor-Hugo.

— Une somme de 50 francs et divers objets de valeur, dans la nuit de vendredi à samedi, dans les locaux de l'Association syndicale des hôteliers et limonadiers, 31, rue Rolland.

Audacieux agresseurs. — Au moment où M. Lucien Olivier, 34, rue des Bouviers, rentrait chez lui, samedi soir, trois Espagnols, dont un, Bénito A..., manœuvre, l'entourèrent et se mirent à le fouiller. Après avoir vidé ses poches et n'ayant pas trouvé d'argent, ils rendirent à leur victime les quelques objets sans valeur dont ils s'étaient emparés et s'enfuirent bredouilles.

Les épiceries à l'ordre du jour. — Depuis quelque temps, les cambrioleurs opèrent de fructueuses visites chez les épiciers. C'est ainsi qu'ils ont pénétré, samedi matin, entre sept heures et sept heures et demie, dans l'épicerie de Mme veuve Darar, 31, rue Bergeret, pendant qu'elle était au marché, et ont fait un copieux butin. Ils ont emporté une somme de 2,600 francs et diverses conserves.

— Moins heureuse fut leur visite, dans la nuit de vendredi à samedi, dans l'épicerie de M. Constantin, 90, cours d'Albret. La porte résista à tous leurs efforts.

Le militaire est retrouvé. — Le militaire qui avait soustrait une somme de 65 francs au jeune menuisier Panlart, 103, cours d'Espagne, en lui promettant de le faire embaucher au champ d'aviation de Nancy, a été arrêté. Joseph P... a été conduit à la place.

Fillette égarée. — Mme Gale, 133, rue Achard, a trouvé, samedi, vers cinq heures, en face de son domicile, une fillette qui s'était sans doute égarée, et qu'elle garde à la disposition des parents.

Un bon rapport. — Deux sœurs, brocanteuses, et un représentant de commerce mobilisé dans une usine de munitions de La Souys, viennent d'être écroués pour vol et complicité de vol de plomb au préjudice de cette usine. Les deux sœurs vendaient le plomb, que le mobilisé reprenait le lendemain, ce qui permettait aux brocanteuses de revendre plusieurs fois la même marchandise au même acheteur.

Renversée par une automobile. — Rue David-Johnston, samedi soir, vers cinq heures, Mme Marie Cerise, soixante-huit ans, sans domicile connu, a été heurtée et légèrement contusionnée par une automobile. La blessée a été transportée à l'hôpital Saint-André.

Cour d'Assises de la Gironde

Présidence de M. le conseiller CAMBOURS,

La Rixe mortelle des Capucins

En ce qui concerne les causes de la querelle initiale, il semble résulter des témoignages que lorsque Raymonde Cramond passa devant les deux jeunes gens, elle ne s'arrêta pas parce qu'elle voyait son ami d'hier en compagnie de son ami d'aujourd'hui. C'est Auriol qui l'aurait interpellée, lui reprochant de « passer bien